

QUEL TYPE D'ÉCOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RD CONGO ?

*« Funeste est le savoir qui
ne se tourne pas en bonnes mœurs »
(Comenius¹).*

**Germain KAMBALE
MAKWERA, S.J.**

Rédacteur en Chef
adjoint de *Congo-
Afrique*, Professeur
à l'Université de
Lubumbashi.
germainkambale@
gmail.com

Au cours de l'histoire de l'humanité, la richesse a souvent été considérée comme étant issue des ressources du sol et du sous-sol. De nos jours, le paradigme a évolué. En effet, actuellement, les pays prospères ou développés ne disposent pas forcément de ressources du sol ou du sous-sol. Ils détiennent des connaissances, puisqu'ils ont mis à profit l'école². Ainsi, des pays tels que le Japon, la Corée du Sud, Singapour, etc., ont connu une croissance économique rapide grâce à d'importants investissements et une focalisation sur l'école.

En RD Congo, l'école à ses débuts, héritière de l'école coloniale belge, a été une véritable promesse d'un avenir radieux. Il suffisait de la fréquenter pour changer de statut social et être immédiatement utile à la société. De fait, on ne peut pas isoler ou détacher l'école de la société. Entre l'école et la société, il y a une indissociabilité telle qu'une révolution éducative ne peut manquer d'affecter, de toucher la société ; et à l'inverse, une révolution sociale aura inévitablement un impact sur le système éducatif. L'on reconnaît ici le but principal de l'éducation : outiller les individus pour qu'ils soient en mesure de transformer leur société et de participer activement à l'évolution d'un monde qui est par essence instable, mouvant, constamment en transition entre ce qui est révolu et ce qui est à venir.

1. Comenius est un pédagogue, un philosophe, un grammairien tchèque (1592-1670).

2. Dans ces pages, nous entendons par « école », l'un des cadres principaux de l'éducation ; cette dernière étant un processus large et continu qui consiste à conduire d'un lieu à un autre, à extraire d'un milieu à un autre.

Au fil du temps, avec des changements constants, la situation de l'école en RD Congo ne fait que s'effriter au point de ne plus garantir l'avenir. La promesse d'un avenir meilleur est démentie, compromise. Tout se passe comme si la société et l'école congolaise s'ignoraient. Dans cette société, la classe politique³ semble avoir placé au placard sa mission, celle d'assurer l'organisation de l'école. À propos de cette déconnexion entre l'école et les besoins réels de la société, Benoît Verhaegen exprimait sa déception en ces termes :

Il arrive que le développement de l'enseignement produise des résultats contraires au développement national, que ce soit à cause de sa qualité déficiente, de l'inadaptation de sa structure, ou encore parce que les valeurs et les objectifs qu'il véhicule entrent en contradiction avec ceux de la Nation⁴.

Cela dit, posons-nous les questions suivantes : comment débarrasser l'école congolaise des maux qui la rongent sérieusement ? Quelles orientations devra-t-on envisager pour tenter de redorer l'image de l'école congolaise afin d'ouvrir un horizon meilleur à la jeunesse ?

De nombreux auteurs ont déjà considéré ces problématiques, et leurs études sont disponibles. C'est l'implémentation qui reste toujours muette, comme c'est le cas dans bien d'autres secteurs. Pour participer à ce débat, passionnant et controversé, les contributions de ce dossier militent, chacune à sa manière, en faveur des réformes conséquentes⁵.

En effet, des réformes en profondeur conduites par des techniciens de l'éducation sont à opérer, comme le souligne si bien Max Kupelesa, dans ce numéro :

Une vraie réforme de l'école suppose que les pédagogues aient d'abord saisi et analysé avec finesse la nature des changements survenus et qu'ils trouvent les pratiques pédagogiques qui correspondent le mieux aux nouveaux besoins. Ce ne sont pas les coopérants étrangers qui doivent faire ce travail à la place des Congolais.

Dès lors, en quoi devront consister ces réformes ou ces stratégies ? À titre illustratif, nous indiquons ici quelques pistes susceptibles de redonner à l'école congolaise ses lettres de noblesse.

1. Dans le domaine de l'éducation, les réformes devront consister à redéfinir les finalités de l'école pour qu'elles « correspondent à la réalité

3. La principale cause du désarroi dans le système éducatif congolais est « le manque de gestion de la *res publica* dans laquelle l'école se situe », dénonce Martin EKWA, *L'école trahie*, Kinshasa, Cadicec, 2004, p. 10.

4. Benoît VERHAEGEN, *L'enseignement universitaire au Zaïre, de Lovanium à l'UNAZA : 1958-1978*, Paris, L'Harmattan, 1978, p. 67.

5. Dans ce numéro, voir Max KUPELESA, « Pourquoi l'école ? » et Jérémie KINZAMBA, « Repenser l'école pour une RD Congo prospère ».

et tiennent compte des possibilités de les réaliser »⁶. C'est le cas, par exemple, avec les nouvelles formules de développement professionnel des enseignants destinées à améliorer leurs performances. Dans ce contexte, particulièrement à l'ère des évolutions rapides, une formation continue des enseignants ne devrait plus être considérée comme une option, mais comme une obligation, une nécessité impérative. Car, la qualité des apprenants dépend aussi de celle des enseignants. Encore faut-il que ces derniers reçoivent une rémunération juste, régulière, digne et honorable.

2. La qualité des apprentissages est également liée à la taille de la classe, c'est-à-dire le nombre d'apprenants. Étant donné la croissance démographique rapide en RD Congo, il est urgent d'augmenter le nombre d'écoles publiques et privées pour remédier à la question indiscutable de la surpopulation dans des locaux inappropriés.

3. En outre, dans le contexte actuel, il est important d'intégrer l'éducation numérique ou les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les processus pédagogique et d'apprentissage, afin d'améliorer les méthodes, les pratiques et structures sociales traditionnelles, restaurer la traçabilité des données, changer la gestion du temps, et demeurer compétitif dans un environnement de plus en plus digitalisé⁷. Cependant, le progrès technologique doit être associé à une formation au sens critique et à un engagement ferme en faveur du bien commun.

4. Bien plus, il serait pertinent d'inclure dans le programme éducatif de nouveaux contenus tels que les valeurs de paix, d'écologie, de productivité au travail, d'entrepreneuriat, etc. Parallèlement, il convient d'éduquer la conscience humaine pour éviter des obstacles au développement de l'Afrique (et particulièrement de la RD Congo), comme la corruption et l'intolérance.

5. Une nation qui forme seulement l'esprit produit de bons techniciens. Celle qui éduque également le cœur façonne des hommes. L'éducation du cœur (sur le plan moral et émotionnel) est la base d'une société équitable et équilibrée. Comme l'affirmait Rabelais, « La science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Cela signifie que les réformes doivent être basées sur une vision holistique du développement, ne serait-ce que parce qu'il est cruel de détacher l'école de la société. C'est la raison pour laquelle l'éducation doit être incluse dans une politique globale de la société. Elle doit être considérée comme un élément essentiel d'une stratégie globale de changement, servant d'instrument pour celle-ci. À ce sujet, Ndia-Bintu fait remarquer ce qui suit :

6. ISENGE LWAPA BONGONGO, *L'enseignement en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2023, p. 81.

7. C'est l'objet des sujets développés, dans ce numéro, par Thierry LUSANGA, « Éducation aux médias en ligne et encadrement de la participation des internautes » et Guy-José LETA, « Transition numérique et gouvernance scolaire : vers une approche de la justice communicationnelle ».

Le plus grand péché des pays en développement en matière de développement de l'éducation est qu'ils se contentent de former en masse des cadres, des techniciens et des ouvriers qualifiés sans se préoccuper le moins du monde de leur utilisation effective⁸.

De plus, cette vision holistique s'accompagne d'une préoccupation pour la durabilité et le long terme, car les réformes de l'éducation ne révèlent l'ampleur de leurs impacts, positifs ou négatifs, qu'à longue échéance. Elles impliquent plusieurs générations, en termes de « liens intergénérationnels ». En Afrique, et plus particulièrement en RD Congo, la réussite de ce pari/défi dépendra de l'engagement ferme de tous les acteurs de l'éducation formelle et informelle, conjuguant trois dimensions essentielles, à savoir : **savoir (connaissance), savoir-faire (compétence) et savoir-être (comportement)**. ■



8. NDIA-BINTU KAYEMBE, *L'éducation au Congo-Kinshasa. Quelle évolution ? Quel avenir ?*, CreateSpace Publishing, 2018, p. 291.